

2020 : retour sur une année politique

De mars à mai, puis d'octobre à décembre, les Français ont passé quelques mois de l'année 2020 confinés chez eux. La mise à l'arrêt du pays aurait pu signer également un ralentissement du débat public et de la vie démocratique ; ce ne fut pas le cas. La démocratie n'est pas restée confinée, et pour cause : l'année 2020 restera comme celle du grand ébranlement des certitudes idéologiques. Socialisme, libéralisme, souverainisme, populisme, écologie : tous les courants de pensée qui structurent la vie politique française ont dû faire face à une remise en question générale. Mais le rapport de force entre les différentes forces politiques a-t-il pour autant changé ?

La défaite du macronisme ?

L'idéologie macroniste a été la première victime d'un virus devenu malgré lui le tragique symbole des failles de la mondialisation néolibérale. Il ne s'agit pas seulement de la gestion de la crise par Emmanuel Macron, qui a été fortement critiquée pour ses bégaiements sur les

masques, son manque de considération pour la vie dans les petites villes, et sa campagne actuelle de vaccination, mais bien de l'idéologie qui sous-tend le programme du président. Celui-ci s'est fait élire sur la promesse d'adapter la France à la mondialisation néolibérale, en promouvant le libre-échange, la compétitivité par la baisse des charges sociales, et une taxation avantageuse sur le capital. Or, la crise de la Covid-19 a révélé la fragilité de ce système : au culte des flux, elle a substitué les bienfaits de la sédentarité et des stocks (de masques, notamment) ; à la désindustrialisation, elle a opposé l'importance d'une indépendance industrielle qui garantisse la préparation d'une nation à toute crise. Emmanuel Macron a été le premier à reconnaître cet état de fait : « confier notre cadre de vie à d'autres était une folie » a-t-il avoué dans son premier discours en mars annonçant la fermeture des universités ; avant de promettre de se « réinventer ».

La victoire du « populisme » ?

Marine Le Pen, quant à elle, avait un boulevard devant elle pour profiter de la crise. Non seulement, n'ayant jamais été au pouvoir depuis quarante ans, elle n'est comptable de rien ; mais en plus la crise de la Covid-19 a remis au goût du jour des thèmes qu'elle défend depuis longtemps : souverainisme, indépendance, régulation des flux. Pourtant, le Rassemblement National n'a pas été toujours utile dans cette crise. D'une part, parce que le parti souffre encore d'une image d'amateur – alors qu'en période de crises, l'expertise et le professionnalisme sont valorisés. D'autre part, parce qu'il reste associé aux autres partis populistes du monde qui, de Donald Trump à Jair Bolsonaro, se sont illustrés par une gestion catastrophique de la crise. À gauche, Jean-Luc Mélenchon a misé sur une opposition frontale contre la méthode gouvernementale.

Le triomphe du moindre mal

Or, l'année 2020 ne se résume pas qu'à

la Covid : elle a, en France, été marquée par des attaques terroristes et de nombreux débats sur la police, la sécurité et l'islam – illustrés par la loi contre le séparatisme et celle sur la sécurité globale. À gauche, ces questions ont créé une véritable fracture : le parti socialiste, mené par Olivier Faure, a choisi de se recentrer sur une ligne laïque ferme ; quant à Jean-Luc Mélenchon, il lui a été reproché ses accointances prétendues avec des collectifs contestant certains principes de la laïcité. Le Rassemblement National a dû observer avec surprise que, là-encore, les idées qu'il défendait ont été banalisées dans le débat public : théorie de « l'ensauvagement », renforcement du rôle des policiers... Car c'est peut-être là le génie : affaiblir les oppositions en reprenant leurs thèmes, en donnant à chaque clientèle ce qu'elle veut, et finalement triompher en passant pour « un moindre mal »...

* Ryan Tfilay



Dr. Olivier Buirette

Une année et 3 mois c'est à peu près la durée de ce conflit qui devait marquer la fin de l'interminable guerre de dissolution de la Yougoslavie, commencée aux débuts des années 90. Du 6 mars 1998 au 10 juin 1999, il aura fallu que l'OTAN sans l'accord de l'ONU, bombarde une bonne partie de la Serbie dont sa capitale Belgrade y compris avec des munitions à l'uranium appauvri, pour que cette ex région autonome de la République de Serbie puisse se proclamer République Indépendante « de jure ». Depuis plus de 20 ans, celle-ci n'est reconnue que par une partie de la communauté internationale. 78 jours de campagne de bombardements avec plus de 37 000 sorties aériennes soit 480 par jour et des dommages dits « collatéraux » qui resteront célèbres comme la chaîne de radio télévision serbe (RTS), l'ambassade de Chine ou encore quelques pistes de l'aéroport de Sofia en Bulgarie, bombardés « par erreur » dira l'OTAN. Le bilan fut environ de 10 000 morts pour ce énième conflit. Que s'est-il donc passé ? Pour comprendre, il faut remonter à 1996 avec la création de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans le sillage des débuts de la seconde phase de la guerre de dissolution de la Yougoslavie après les accords de Dayton (signés en décembre 1995 et réglant provisoirement le statut de la Bosnie-Herzégovine). Celle-ci amorça une campagne de déstabilisation en assassinant des dirigeants, des policiers et des gardes-frontières serbes, ainsi que les Albanais « qui collaborent » avec le régime. Les Serbes s'estimant toujours en possession de cette région autonome de Serbie, prennent alors de sévères contre-mesures policières et militaires. Le point de non retour survient en mars 1997, lorsque dans l'Albanie voisine le gouvernement s'effondre suite au scandale dit des « pyramides financières ». La période d'émeutes et d'anarchie qui suivit, permit à l'UCK de se transformer en une

Kosovo : retour sur une guerre oubliée ?

véritable force militaire d'indépendance en pillant les arsenaux militaires albanais, ce qui fit passer le conflit au stade d'une véritable guerre d'indépendance. On rappellera au besoin que le Kosovo est composé de 87 % d'Albanais, 9 % de Serbes, 4 % d'autres minorités. Pour la communauté internationale c'est un nouvel épisode de cette guerre interminable, et celle-ci créa en 1998 un « groupe de contact » composé de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de la Russie qui firent d'ultimes efforts diplomatiques en février 1999 lors de la conférence de Rambouillet à la suite d'allégations de massacres alors que les violences intercommunautaires se multipliaient, cette ultime rencontre fut un échec.

L'ONG : Human Rights Watch a estimé que les forces serbes avaient expulsé 862 979 Albanais du Kosovo vers la Macédoine et l'Albanie, et que plusieurs centaines de milliers de personnes supplémentaires avaient été déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; au total, plus de 80 % de toute la population du Kosovo (ou 90 % des Albanais du Kosovo) avaient été chassés de leurs foyers. Personne dès lors ne pouvait plus être dupe du retour de la « purification ethnique » que l'on avait pu déjà voir dans la première partie du conflit. Par ailleurs des rumeurs concernant un plan de déportation à grande échelle mené au Kosovo (un soi-disant plan Fer-à-cheval) qui s'avéra être en fait une simple supposition occidentale, fut à l'origine de la décision de l'intervention occidentale, menée comme dans le cas de la Bosnie, quelques années auparavant par l'OTAN. Juste avant cette ultime escalade, lors des négociations à Rambouillet le président serbe Slobodan Milosevic avait accepté l'envoi d'observateurs internationaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'Union européenne, mais refusa les envoyés de l'OTAN, dont il réfute l'impartialité, il faut sans doute y voir là aussi

un réflexe de type guerre froide, Milosevic étant issu de la période communiste ne l'oublions pas.

Ce refus conduisit l'OTAN à intervenir en effectuant une campagne aérienne de bombardement appelée opération *Force alliée*. Le général Wesley Clark dirige les opérations depuis le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe à partir du 24 mars 1999 relayé par les points de presse réguliers du porte-parole Jamie Shea. Celles-ci auraient dû se limiter à des bombardements symboliques durant 3 ou 4 jours pour ramener Belgrade à la table des négociations comme cela s'était passé pour en terminer avec la guerre de Bosnie-Herzégovine mais ces bombardements ont finalement duré 78 jours.

Deux mois et demi de campagne qui ont causé la perte de deux appareils américains au combat (Un F-117 et un F-16), plus de 800 missiles sol-air ont été tirés par la DCA serbe. On compte également 4 397 missions SEAD antiradar. Au sol, plusieurs forces spéciales des nations de l'OTAN devaient mener des opérations terrestres certes dans la discrétion, notamment en Macédoine tandis qu'une brigade de l'US Army se déployait — avec difficulté en Albanie.

Ces troupes au sol n'ayant pas participé aux combats, seront l'avant-garde de la future Force pour le Kosovo (KFOR). La guerre prend aussi une dimension religieuse avec la destruction de dizaines d'églises par l'UCK et de plusieurs mosquées par l'armée serbe, cet aspect reste une constante importante encore de nos jours dans cette zone toujours point de tension importante.

Une guerre de l'information eut lieu entre les parties en conflit. Les forces de l'OTAN avaient préservé les infrastructures du réseau Internet en ex-Yougoslavie tout en tentant de neutraliser les médias serbes, car « un accès libre et ouvert à Internet ne pouvait qu'aider le peuple serbe à connaître la vérité au sujet des atrocités » du régime de Milosevic avait alors annoncé. Les locaux de la

chaîne de télévision serbe RTS sont toutefois bombardés « accidentellement » par l'OTAN, le 23 avril 1999, provoquant la mort de seize personnes.

Ces frappes qui durent plus de 70 jours semblent mener à une impasse jusqu'à la conclusion d'un accord entre la République fédérative de Yougoslavie et les envoyés spéciaux de l'Union européenne, le président finlandais Martti Ahtisaari, et de la Russie, l'ancien Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, le 3 juin 1999. Ils étaient venus présenter les exigences du G8 pour mettre un terme au conflit du Kosovo à Milosevic. Le cessez-le-feu est accepté par la République fédérative de Yougoslavie le 9 juin 1999 et met fin à la guerre du Kosovo. Le 10 juin 1999, les frappes s'arrêtent et les forces serbes commencent à se retirer de l'ancien territoire autonome, investi par la force internationale mandatée par les Nations unies, la KFOR, dans le cadre de l'opération *Joint Guardian* et placé depuis sous l'administration de la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Commencera alors une période de transition sous administration de l'ONU notamment de 1999 à 2001 avec son haut représentant qui fut Bernard Kouchner, menant à la proclamation de l'indépendance de cette ex région autonome le 17 février 2008, qui n'est toujours pas reconnu, encore pour le moment, par l'ensemble de la communauté internationale, mais qui néanmoins devait clôturer ou presque la fin d'une guerre civile de dissolution de la Yougoslavie, qui de 1991 à 2001 fit des centaines de milliers de victimes. La chute politique (en 2000) puis l'arrestation et son transfert au Tribunal Pénal International de la Haye du Président Serbe Milosevic le 31 mars 2001 marquant après son décès en détention le 11 mars 2006, la véritable fin de ce qui restera comme un des épisodes les plus tragiques de l'histoire récente de l'Europe.